



LA CHRONIQUE DE **PIERRE-OLIVIER ROUAUD**
Réagissez et retrouvez nos éclairages
de l'actualité internationale
sur www.usinenouvelle.com

UN ŒIL SUR LE MONDE

Quand l'Afrique du Sud patine

Pleure, ô pays bien-aimé... pour un peu Nhlhla Nene, le ministre des Finances d'Afrique du Sud, aurait pu reprendre à son compte le titre de ce poignant roman, en livrant au Cap son budget intermédiaire le 22 octobre au Parlement. Le premier titulaire noir de ce portefeuille a promis deux ans difficiles... au moins. De fait, que ce soit sur les hauts plateaux entourant Johannesburg, dans le port de Durban ou encore au Cap, la croissance patine. Inflation, déficit extérieur, comptes publics, chômage, niveau du rand... ces indicateurs oscillent entre médiocre et mauvais pour l'ex-plus riche pays d'Afrique (350 milliards de dollars de PIB) désormais devancé par le Nigeria. Nhlhla Nene, un pilier de l'ANC de 55 ans, a délivré une ordonnance que ne renierait pas un faucon finlandais à Bruxelles : hausses d'impôts, baisse des dépenses ou vente de sociétés d'état. Son projet ? Redresser les comptes pour repartir de l'avant. L'emblématique Plan national de développement reste à l'ordre du jour, mais ses 6 millions d'emplois semblent bien hypothétiques. La banque centrale vient, elle, de maintenir son

Il paraît loin le temps où la nation arc-en-ciel promettait d'être la locomotive du continent

la locomotive du continent. C'est même l'inverse. Tous les pays proches, du Malawi à l'Angola en passant par le Mozambique (même le Zimbabwe !), affichent des croissances deux à cinq fois supérieures au 1,4% attendu cette année au mieux à Pretoria. L'explication tient en partie à la croissance mondiale poussive et au contre-choc sur le prix des « commodities ». Mais les maux sont surtout internes : infrastructures déficientes, intégration malaisée d'une masse de pauvres non qualifiés, compétitivité insuffisante, lourdes dépenses sociales... Tout cela se double de fortes tensions politiques et sociales. Sept mois après une facile réélection, le leadership de Jacob Zuma est quasi nul, empêtré par l'affaire « Zumaville », son ranch rénové aux frais du contribuable. En septembre, un méga deal nucléaire passé sans appel d'offres avec Moscou a choqué le pays. Dans le secteur minier et au-delà, la tuerie de la mine de Marikana en 2012 empoisonne le climat social plombé par des grèves à répétition. Le pire est peut-être à venir pour un régime dont l'équilibre repose sur la triple alliance ANC, Parti communiste et union syndicale Cosatu. Cette dernière traverse une crise inédite et vient d'exclure le puissant syndicat des métallurgistes Numsa, ulcéré par la politique « néolibérale » du pouvoir. L'issue ? Certains envisagent le départ de Jacob Zuma, dans un pays où le Parlement élit le président. Souci : son successeur probable, le vice-président Cyril Ramaphosa, est enlgué par l'affaire Marikana. ■ P.-O. R.

taux à 5,75%. Bref, si le président Zuma adore encore poser avec les leaders des Brics comme au G20 de Canberra, il paraît loin le temps où la nation arc-en-ciel promettait d'être

usinenouvelle.com/economie



François Pérol, le président du groupe BPCE.

Finances

LA DEMANDE DE CRÉDIT DES PME CALE SELON LES BANQUES

Non, les banques ne restreignent pas l'accès au crédit, assurent-elles. Elles ont même du mal à distribuer leurs prêts, faute de demande. Lors d'une conférence du cabinet Arc sur les délais de paiement, François Pérol, le président du groupe BPCE (Banque populaire - Caisse d'épargne) et de la Fédération bancaire française, s'est alarmé de la situation : « Les encours de prêts aux PME stagnent alors qu'ils augmentaient jusqu'à maintenant. Cela reflète beaucoup d'attentisme de la part des PME, dont la situation financière est pourtant, globalement, solide. » Les mois de septembre et d'octobre n'ont pas été bons pour le réseau Banque populaire, très présent auprès des TPE et PME, confie ainsi le banquier. « Notre capacité à prêter n'est pas totalement utilisée, assure-t-il. Nous n'atteignons pas nos objectifs commerciaux. » S'il admet être sélectif dans le choix des dossiers à financer, François Pérol assure ne pas avoir modifié sa politique de risque, la provision annuelle de BPCE pour les crédits risqués étant la même depuis cinq ans. ■ ARNAUD DUMAS

Plan Juncker

LA BEI VISE LES ETI

Le plan d'investissement de 300 milliards d'euros du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, n'est pas encore finalisé. Mais la Banque européenne d'investissement (BEI) se tient prête, au cas où elle recevrait des moyens supplémentaires. Sa priorité : les entreprises de taille intermédiaire (ETI) qui manquent tant à la France. « Les ETI sont l'échelon manquant », reconnaît le vice-président de la BEI Philippe de Fontaine Vive. La banque a testé cette année de nouveaux pro-

duits de financement pour ces entreprises. Neuf ETI européennes en ont profité, aucune n'était française. La banque européenne veut renforcer sa coopération avec Bpifrance pour accélérer la mise en place de prêts inédits. Des réflexions sont en cours pour adopter des garanties pour les banques commerciales qui accordent des prêts aux ETI. Une réunion a d'ores et déjà été programmée pour le 16 janvier prochain à la Fédération bancaire française. À l'ordre du jour : une réflexion avec les banquiers pour identifier le meilleur moyen de financer les entreprises de taille intermédiaire. ■ S. D.